

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG37/1

7 mars 1997

(97-0923)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

## ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE LA REPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE

Le texte de l' Accord de libre-échange entre la République d'Estonie et la République de Slovénie est reproduit dans le présent document.<sup>1</sup>

## ACCORD DE LIBRE-ECHANGE ENTRE LA REPUBLIQUE D'ESTONIE ET LA REPUBLIQUE DE SLOVENIE

### PREAMBULE

La République d'Estonie et la République de Slovénie, ci-après dénommées les Parties,

Réaffirmant leur ferme attachement à la démocratie fondée sur la primauté du droit, les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Rappelant leur intention de prendre une part active au processus d'intégration économique, qui est un aspect important de la stabilité sur le continent européen, et se déclarant prêtes à collaborer à la recherche des voies et moyens propices au renforcement de ce processus,

Réaffirmant leur ferme attachement aux principes de l'économie de marché, qui constitue la base de leurs relations,

Rappelant leur ferme attachement à l' Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, à la Charte de Paris, et notamment aux principes énoncés dans le document final de la Conférence de Bonn sur la coopération économique en Europe,

Eu égard à la Déclaration d'intention sur la conclusion de l' Accord de libre-échange entre les Parties signée le 27 mai 1994 à Ljubljana,

Résolues à cette fin à éliminer progressivement les obstacles pour l'essentiel de leurs échanges commerciaux, conformément à l' Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l' Accord instituant l' Organisation mondiale du commerce (OMC), l' Estonie visant à devenir Membre de cette dernière,

---

<sup>1</sup>Les annexes, listes et protocoles ont été communiqués au Secrétariat, où les Membres intéressés peuvent les consulter (bureau 3006).

Fermement convaincues que le présent Accord favorisera l'intensification de relations commerciales mutuellement bénéfiques entre elles et contribuera au processus d'intégration européenne,

Considérant qu'aucune disposition du présent Accord ne saurait être interprétée comme exemptant les Parties des obligations qui leur incombent en vertu d'autres accords internationaux, notamment l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce,

Résolues à mettre en oeuvre le présent Accord de libre-échange de façon à préserver et à protéger l'environnement et à assurer une utilisation optimale des ressources naturelles conformément au principe de la croissance durable,

Convienient de ce qui suit:

### Article premier

#### Objectifs

1. Les Parties établissent progressivement une zone de libre-échange pour l'essentiel de leurs échanges bilatéraux, conformément aux dispositions du présent Accord, à l'article XXIV de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et au Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV annexé à l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.
2. Le présent Accord a pour objectifs:
  - a) de promouvoir, par l'expansion des échanges commerciaux réciproques, le développement harmonieux des relations économiques entre les Parties et de favoriser ainsi dans les Parties l'essor de l'activité économique, l'amélioration des conditions de vie et d'emploi, l'accroissement de la productivité et la stabilité financière.
  - b) d'assurer des conditions équitables de concurrence pour les échanges entre les Parties;
  - c) de contribuer de la sorte, par l'élimination d'obstacles aux échanges, au développement harmonieux et à l'expansion du commerce mondial.

## **CHAPITRE I**

### **Produits industriels**

#### Article 2

#### Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits industriels originaires des Parties. L'expression "produits industriels" désigne, aux fins du présent Accord, les produits qui relèvent des chapitres 25 à 97 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

### Article 3

#### Droits de douane à l'importation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation, ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les Parties suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, tous les droits de douane à l'importation et taxes d'effet équivalent.

### Article 4

#### Droits de douane à caractère fiscal

Les dispositions de l'article 3 s'appliquent aussi aux droits de douane à caractère fiscal.

### Article 5

#### Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les Parties suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, tous les droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent.

### Article 6

#### Restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent à l'importation de produits originaires des Parties sont supprimées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

### Article 7

#### Restrictions quantitatives à l'exportation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'exportation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent visant les exportations de produits originaires des Parties sont supprimées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

## Article 8

### Procédure d'information sur les projets de règlements techniques

1. Les Parties coopèrent et procèdent à des échanges d'informations dans le domaine de la normalisation, de la métrologie, de l'évaluation de la conformité et de l'accréditation en vue de réduire les obstacles techniques au commerce.
2. Afin d'éliminer les obstacles techniques et de mettre en oeuvre effectivement le présent Accord, les Parties peuvent, sur la base du présent Article, conclure un arrangement pour la reconnaissance mutuelle des rapports d'essais, des certificats de conformité et autres documents directement ou indirectement liés à l'évaluation de la conformité des produits qui font l'objet d'un échange entre les Parties, sur la base du règlement en vigueur dans le pays importateur.
3. Les conditions et méthodes d'évaluation de la conformité sont établies d'un commun accord par les autorités nationales compétentes en vue de l'exécution des procédures d'évaluation de la conformité sur la base des règlements en vigueur dans le pays exportateur.
4. Les Parties s'engagent à se communiquer le texte des règlements techniques conformément aux dispositions de l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce.

## **CHAPITRE II**

### **Produits agricoles**

## Article 9

### Champ d'application

Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux produits agricoles originaires des Parties. L'expression "produits agricoles" désigne, aux fins du présent Accord, les produits qui relèvent des chapitres 1 à 24 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises.

## Article 10

### Droits de douane à l'importation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'importation ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les droits de douane à l'importation sont appliqués conformément aux dispositions du Protocole n° 1 du présent Accord.
3. Les Parties suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, toutes les taxes d'effet équivalent à celui des droits de douane à l'importation.

## Article 11

### Droits de douane à caractère fiscal

Les dispositions de l'article 10 s'appliquent aussi aux droits de douane à caractère fiscal.

## Article 12

### Droits de base

1. Pour chaque produit, le droit de base sur lequel les réductions successives prévues dans le présent Accord doivent être opérées est le taux de droit applicable à la nation la plus favorisée le 1er juillet 1996.
2. Si, après l'entrée en vigueur du présent Accord, des réductions de droits sont appliquées *erga omnes*, les droits ainsi réduits se substituent aux droits de base visés au paragraphe 1 à compter de la date d'application de ces réductions.
3. Les droits réduits calculés conformément au paragraphe 2 ci-dessus sont appliqués en arrondissant à la première décimale.
4. Les Parties se communiquent mutuellement leurs droits de base nationaux respectifs conformément aux dispositions du paragraphe 2.

## Article 13

### Droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent

1. Aucun nouveau droit de douane à l'exportation ni nouvelle taxe d'effet équivalent n'est introduit dans les échanges entre les Parties.
2. Les Parties suppriment entre elles, à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, tous les droits de douane à l'exportation et taxes d'effet équivalent.

## Article 14

### Restrictions quantitatives à l'importation et mesures d'effet équivalent

1. Aucune nouvelle restriction quantitative à l'importation ni nouvelle mesure d'effet équivalent n'est introduite dans les échanges entre les Parties.
2. Toutes les restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent à l'importation de produits originaires des Parties sont supprimées à la date d'entrée en vigueur de l'Accord.

## Article 15

### Concessions et politiques agricoles

1. Sans préjudice des concessions accordées en vertu du Protocole n° 1 du présent Accord, les dispositions du présent chapitre ne limitent en aucune façon la poursuite des politiques agricoles respectives des Parties ou l'adoption de mesures au titre de ces politiques, y compris la mise en oeuvre des dispositions pertinentes de l'Accord sur l'agriculture dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce.
2. Les Parties se communiquent les changements apportés à leurs politiques agricoles respectives ou aux mesures qu'elles appliquent qui peuvent affecter les conditions de leurs échanges de produits agricoles prévues dans le présent Accord. Des consultations sont menées dans les moindres délais, à la demande d'une Partie, en vue d'examiner la situation.

3. Compte tenu de la structure, à la date d'entrée en vigueur du présent Accord, du tarif douanier de l'Estonie, dans le cadre duquel aucun droit de douane n'est appliqué aux produits agricoles, si un nouveau régime tarifaire pour les importations de produits agricoles est établi, la République d'Estonie peut, par dérogation aux dispositions de l'article 10 du présent Accord et aux fins de la mise en oeuvre de sa politique agricole, appliquer des droits de douane aux importations d'un nombre limité de produits agricoles originaires de la République de Slovénie.

4. Des droits de douane sur les importations peuvent être introduits par la République d'Estonie pendant les deux premières années suivant l'entrée en vigueur du présent Accord, après consultations au sein du Comité mixte. Si nécessaire, la période de deux ans peut être prorogée d'un an par décision de ce dernier. Ces mesures s'appliquent pendant une période qui ne peut pas dépasser trois ans.

5. Dans ce cas, la République d'Estonie réserve une marge de préférence suffisamment importante pour les produits originaires de la République de Slovénie en leur accordant un traitement non moins favorable que celui accordé par cette dernière aux produits originaires de la République d'Estonie.

#### Article 16

##### Mesures de sauvegarde spéciales

Nonobstant les autres dispositions du présent Accord, et en particulier celles de l'article 29, étant donné le caractère particulièrement sensible des marchés agricoles, si les importations de produits originaires d'une Partie qui font l'objet de concessions accordées en vertu du présent Accord entraînent une grave perturbation sur le marché de l'autre Partie, les Parties concernées engagent immédiatement des consultations en vue de trouver une solution appropriée. En attendant qu'une solution soit trouvée, la Partie concernée peut prendre les mesures qu'elle juge nécessaires.

#### Article 17

##### Mesures vétérinaires, sanitaires et phytosanitaires

1. Les mesures concernant le contrôle vétérinaire et phytosanitaire sont harmonisées avec la législation de l'Union européenne et entre les Parties.

2. Les mesures vétérinaires et sanitaires et les activités des services vétérinaires sont conformes au Code zoosanitaire international de l'Office international des épizooties et aux autres conventions internationales dans ce domaine.

3. Les mesures phytosanitaires et les activités du service de protection des végétaux sont conformes à la Convention internationale pour la protection des végétaux et aux autres conventions internationales en vigueur dans ce domaine.

4. Les Parties appliquent leurs réglementations dans les domaines sanitaire et phytosanitaire de manière non discriminatoire et n'adoptent pas de nouvelles mesures ayant pour effet de faire indûment obstacle aux échanges.

### CHAPITRE III

#### **Dispositions générales**

##### Article 18

###### Règles d'origine et coopération en matière d'administration douanière

1. Le Protocole n° 2 du présent Accord définit les règles d'origine et les méthodes de coopération administrative dans ce domaine.
2. Les Parties prennent des mesures appropriées, y compris les examens périodiques du Comité mixte et les arrangements de coopération administrative, pour assurer l'application effective et harmonieuse des dispositions du Protocole n° 2 et des articles 3 à 7, 10 à 14, 19 et 30 de l'Accord, réduire autant que possible les formalités auxquelles sont soumis les échanges et trouver des solutions mutuellement satisfaisantes à toutes les difficultés que soulève l'application de ces dispositions.
3. L'assistance mutuelle entre autorités administratives dans le domaine douanier est régie par les dispositions du Protocole n° 3 du présent Accord.

##### Article 19

###### Impositions intérieures

1. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute mesure ou pratique de nature fiscale interne établissant, directement ou indirectement, une discrimination entre les produits originaires des Parties.
2. Les produits exportés vers le territoire d'une des Parties ne peuvent bénéficier d'une ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

##### Article 20

###### Exceptions générales

Le présent Accord n'empêche pas l'application d'interdictions ou de restrictions à l'importation, à l'exportation ou au transit de marchandises qui se justifient par des raisons liées à la moralité, l'ordre ou la sécurité publics, la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou la préservation des végétaux, la protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, la protection de la propriété intellectuelle, la mise en oeuvre des réglementations en matière d'or et d'argent, ou de conservation des ressources naturelles épuisables si de telles mesures sont appliquées conjointement avec des restrictions à la production ou à la consommation nationales. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent pas constituer un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce entre les Parties.

## Article 21

### Exceptions concernant la sécurité

Aucune disposition du présent Accord n'empêche une Partie de prendre toutes mesures qu'elle estime nécessaires:

- a) en vue d'empêcher la divulgation de renseignements contraires aux intérêts essentiels de sa sécurité;
- b) en vue de protéger les intérêts essentiels de sa sécurité, de s'acquitter d'obligations internationales ou de mettre en oeuvre des politiques nationales:
  - i) se rapportant au trafic d'armes, de munitions et de matériel de guerre, à condition que ces mesures n'altèrent pas les conditions de concurrence en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires, et à tout commerce d'autres articles, matériel et services destinés directement ou indirectement à assurer l'approvisionnement des forces armées; ou
  - ii) se rapportant à la non-prolifération des armes biologiques et chimiques, de l'armement atomique ou d'autres engins explosifs nucléaires; ou
  - iii) appliquées en temps de guerre ou en cas de grave tension internationale.

## Article 22

### Monopoles d'Etat

1. Les Parties veillent à ce que tout monopole d'Etat présentant un caractère commercial soit aménagé de manière à exclure toute discrimination entre ressortissants des Parties quant aux conditions d'approvisionnement et de commercialisation des marchandises d'ici au 1er janvier 2001. Les Parties s'informent mutuellement des mesures adoptées pour atteindre cet objectif.

2. Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel les autorités compétentes des Parties, *de jure* ou *de facto*, contrôlent, dirigent ou influencent de façon notable, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les Parties. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles qu'une Partie a concédés à d'autres entités.

## Article 23

### Paielements

1. Les paiements en monnaies librement convertibles afférents aux échanges commerciaux entre les Parties, ainsi que le transfert de ces paiements vers le territoire de l'Etat partie au présent Accord dans lequel réside le créancier, ne sont soumis à aucune restriction.

2. Les Parties s'abstiennent d'appliquer toute restriction de change ou administrative concernant l'octroi, le remboursement ou l'acceptation des crédits à court et à moyen terme couvrant des transactions commerciales auxquelles participe un résident d'une Partie.



3. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2, toutes les mesures concernant les paiements courants liés à la circulation des marchandises sont conformes aux conditions énoncées à l'article VIII du Statut du Fonds monétaire international.

#### Article 24

##### Règles de concurrence entre entreprises

1. Sont incompatibles avec le bon fonctionnement du présent Accord, dans la mesure où ils sont susceptibles d'affecter les échanges entre les Parties:

- a) tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises et toutes pratiques concertées entre entreprises qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence;
- b) l'exploitation abusive par une ou plusieurs entreprises d'une position dominante sur l'ensemble ou dans une partie substantielle des territoires des Parties.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article s'appliquent aux activités de toutes les entreprises, y compris les entreprises publiques et les entreprises auxquelles les Parties concèdent des privilèges spéciaux ou exclusifs. Les entreprises chargées d'exploiter des services d'intérêt économique général ou à caractère de monopole générateur de recettes fiscales sont soumises aux dispositions du paragraphe 1, pour autant que l'application de ces dispositions ne fait pas obstacle, *de jure* ou *de facto*, à l'accomplissement des tâches de caractère public qui leur incombent.

3. S'agissant des produits visés au chapitre II, les dispositions du paragraphe 1 a) ne s'appliquent pas aux accords, décisions et pratiques qui font partie intégrante d'une organisation de marché nationale.

4. Si une Partie estime qu'une pratique donnée est incompatible avec les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3, et si cette pratique lèse ou menace de léser sérieusement les intérêts de cette Partie ou de causer un préjudice important à une branche de production nationale, elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 33.

#### Article 25

##### Aides publiques

1. Toute aide accordée par un Etat partie au présent Accord ou prélevée sur les ressources de l'Etat sous quelque forme que ce soit, qui fausse ou menace de fausser le jeu de la concurrence en favorisant certaines entreprises ou la production de certaines marchandises est, dans la mesure où elle affecte les échanges entre les Parties, incompatible avec le bon fonctionnement du présent Accord.

2. Les dispositions du paragraphe 1 du présent article ne s'appliquent pas aux produits visés au chapitre II.

3. Le Comité mixte adopte, dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Accord, les critères suivant lesquels les pratiques contraires au paragraphe 1 du présent article sont évaluées ainsi que les règles à suivre pour les mettre en oeuvre.

4. Les Parties garantissent la transparence des mesures d'aide publique, notamment en faisant rapport chaque année au Comité mixte sur le montant total et la répartition de l'aide accordée et en

fournissant à l'autre Partie, sur demande, des renseignements sur les programmes d'aide et des cas particuliers d'aide publique.

5. Si une Partie estime qu'une pratique donnée:

- est incompatible avec les dispositions du paragraphe 1 et n'est pas traitée de manière adéquate en vertu des règles de mise en oeuvre visées au paragraphe 3, ou
- en l'absence de telles règles, lèse ou menace de léser sérieusement les intérêts de cette Partie ou cause ou menace de causer un préjudice important à une branche de production nationale,

elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 33. Ces mesures appropriées ne peuvent être prises qu'en conformité avec les procédures et aux conditions énoncées dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, dans l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce et dans tous autres instruments pertinents négociés dans leur cadre qui s'appliquent entre les Parties concernées.

#### Article 26

##### Marchés publics

1. Les Parties considèrent la libéralisation de leurs marchés publics respectifs comme un objectif du présent Accord.
2. Les Parties développent progressivement leurs réglementations respectives en matière de marchés publics en vue d'accorder aux fournisseurs de l'autre Partie, le 1er janvier 1999 au plus tard, l'accès aux procédures de participation à leurs marchés publics respectifs conformément aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics, reproduit à l'Annexe IV de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.
3. Le Comité mixte examine les faits nouveaux en rapport avec la réalisation des objectifs du présent article et peut recommander des modalités pratiques pour la mise en oeuvre des dispositions du paragraphe 2 de manière à assurer la liberté d'accès, la transparence et le plein équilibre des droits et obligations.
4. Pendant l'examen visé au paragraphe 3, le Comité mixte peut envisager, en particulier compte tenu des faits nouveaux et des règlements dans ce domaine sur le plan international, d'étendre le champ et/ou d'accroître le degré d'ouverture des marchés prévus au paragraphe 2.
5. Les Parties s'efforcent d'accéder aux Accords pertinents négociés dans le cadre du GATT de 1994 et de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce.

#### Article 27

##### Protection de la propriété intellectuelle

1. Les Parties accordent et assurent une protection non discriminatoire des droits de propriété intellectuelle, y compris des mesures pour faire respecter ces droits. La protection est progressivement renforcée et aura atteint le 1er janvier 1999 au plus tard un niveau correspondant aux normes fondamentales des accords multilatéraux spécifiés à l'annexe I.

2. Aux fins du présent Accord, l'expression "protection de la propriété intellectuelle" s'entend en particulier de la protection du droit d'auteur, y compris les programmes d'ordinateurs et les bases de données, ainsi que des droits voisins, des marques pour les biens et services, des indications géographiques, y compris les appellations d'origine, des dessins et modèles industriels, des brevets, des topographies de circuits intégrés et des renseignements non divulgués.

3. Les Parties coopèrent en ce qui concerne les questions de propriété intellectuelle. Elles engagent, à la demande de toute Partie, des consultations d'experts portant sur ces questions, et en particulier sur les activités en rapport avec les conventions internationales en vigueur ou futures relatives à l'harmonisation, à l'administration et au respect de la propriété intellectuelle, sur les activités déployées au sein d'organisations internationales telles que l'Organisation mondiale du commerce et l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, ainsi que sur les relations entre les Parties et pays tiers dans le domaine de la propriété intellectuelle.

4. Les Parties peuvent conclure d'autres accords dépassant les prescriptions du présent Accord, qui ne soient pas contraires à l'Accord sur les ADPIC.

#### Article 28

##### Dumping

Si une Partie constate l'existence d'un dumping au sens de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 dans les relations commerciales régies par le présent Accord, elle peut prendre des mesures appropriées contre cette pratique conformément à l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 33.

#### Article 29

##### Mesures de sauvegarde générales

Lorsqu'un produit est importé en quantités tellement accrues et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer:

- a) un préjudice grave aux producteurs nationaux de produits similaires ou de produits directement concurrents sur le territoire de la Partie importatrice, ou
- b) de graves perturbations dans un secteur connexe de l'économie ou des difficultés de nature à entraîner une sévère détérioration de la situation économique d'une région,

la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 33.

#### Article 30

##### Ajustement structurel

1. Des mesures exceptionnelles d'une durée limitée dérogeant aux dispositions de l'article 3 peuvent être prises par toute Partie sous forme d'un relèvement des droits de douane.

2. Ces mesures ne peuvent viser que des industries naissantes ou certains secteurs en cours de restructuration ou connaissant de graves difficultés, en particulier lorsque ces difficultés causent des problèmes sociaux importants.

3. Les droits de douane appliqués au titre de ces mesures dans la Partie concernée sur les importations de produits originaires de l'autre Partie ne peuvent pas dépasser 25 pour cent *ad valorem* et doivent conserver un élément de préférence pour les produits originaires de cette Partie. La valeur totale des importations des produits assujettis à ces mesures ne peut pas dépasser 15 pour cent de la valeur totale des importations de produits industriels en provenance de l'autre Partie tels qu'ils sont définis au chapitre I pendant la dernière année pour laquelle des statistiques sont disponibles.

4. Ces mesures s'appliquent pendant une période qui ne peut pas dépasser trois ans, à moins que le Comité mixte n'autorise un délai plus long. Elle cessent de s'appliquer au plus tard le 1er janvier 2001.

5. Aucune de ces mesures ne peut être introduite à l'égard d'un produit si plus de deux ans se sont écoulés depuis l'entrée en vigueur du présent Accord ou l'élimination de tous les droits de douane, restrictions quantitatives, taxes ou mesures d'effet équivalent intéressant ce produit.

6. La Partie concernée informe l'autre Partie de toute mesure exceptionnelle qu'elle envisage de prendre et, à la demande de cette dernière, des consultations ont lieu au sein du Comité mixte au sujet desdites mesures, et des secteurs visés, avant que ces mesures ne soient appliquées. Lorsqu'elle prend des mesures de cette nature, la Partie concernée communique au Comité mixte un calendrier pour l'élimination des droits de douane introduits en application du présent article. Ce calendrier prévoit l'élimination progressive des droits par tranches annuelles égales à partir d'une date se situant au plus tard un an après leur introduction. Le Comité mixte peut fixer un calendrier différent.

### Article 31

#### Réexportation et pénurie grave

Lorsque l'application des dispositions des articles 5 et 7 donne lieu:

- a) à la réexportation vers un pays tiers à l'encontre duquel la Partie exportatrice maintient pour le produit en question des restrictions quantitatives à l'exportation, des droits de douane à l'exportation, ou des mesures ou taxes d'effet équivalent, ou
- b) à une pénurie grave d'un produit essentiel pour la Partie exportatrice, ou à la menace d'une telle pénurie,

et lorsque les circonstances susvisées causent ou risquent de causer de graves difficultés à la Partie exportatrice, cette dernière peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 33.

### Article 32

#### Exécution des obligations

1. Les Parties prennent toutes les mesures générales ou spécifiques nécessaires à l'exécution des obligations qui leur incombent en vertu de l'Accord. Elles veillent à ce que les objectifs de l'Accord soient atteints.

2. Si une Partie estime que l'autre Partie a manqué à une obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord, elle peut prendre des mesures appropriées aux conditions et suivant les procédures énoncées à l'article 33.

### Article 33

#### Procédures d'application des mesures de sauvegarde

1. Avant d'entamer les procédures d'application des mesures de sauvegarde énoncées dans le présent article, les Parties s'efforcent de résoudre les différends qui les opposent par des consultations directes.

2. Au cas où une Partie soumet les importations de produits susceptibles de créer la situation visée à l'article 29 à une procédure administrative ayant pour objet d'obtenir rapidement des renseignements sur l'orientation des courants commerciaux, elle en informera l'autre Partie.

3. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 7 ci-dessous, une Partie qui envisage de recourir à des mesures de sauvegarde en avise dans les moindres délais l'autre Partie et communique tous renseignements utiles. Des consultations entre les Parties ont lieu sans délai au sein du Comité mixte en vue de trouver une solution.

4. a) En ce qui concerne les articles 28, 29 et 31, le Comité mixte examine le cas ou la situation et peut prendre toute décision nécessaire pour mettre fin aux difficultés notifiées par la Partie concernée. En l'absence d'une telle décision dans un délai de 30 jours après que la question a été portée devant le Comité mixte, la Partie concernée peut adopter les mesures nécessaires pour remédier à la situation.

b) En ce qui concerne l'article 32, la Partie concernée peut prendre des mesures appropriées après l'achèvement des consultations ou au terme d'un délai de trois mois à compter de la date de la première notification à l'autre Partie.

c) En ce qui concerne les articles 24 et 25, la Partie concernée fournit au Comité mixte toute l'assistance requise pour examiner le cas et, si nécessaire, éliminer la pratique incriminée. A défaut pour la Partie en cause d'avoir mis fin à la pratique incriminée dans le délai fixé par le Comité mixte ou si ce dernier ne parvient pas à trouver une solution dans un délai de 30 jours après avoir été saisi de la question, la Partie concernée peut adopter les mesures appropriées pour remédier aux difficultés résultant de la pratique visée.

5. Les mesures de sauvegarde prises sont immédiatement notifiées à l'autre Partie. Elle se limitent, dans leur ampleur et leur durée, à ce qui est strictement nécessaire pour remédier à la situation qui en a provoqué l'application et ne dépassent pas le préjudice causé par la pratique ou les difficultés en question. Priorité est donnée aux mesures qui perturbent le moins le fonctionnement de l'Accord.

6. Les mesures de sauvegarde font l'objet de consultations périodiques au sein du Comité mixte en vue de leur atténuation dès que possible, ou de leur suppression lorsque la situation ne justifie plus leur maintien.

7. Lorsque des circonstances exceptionnelles nécessitant une intervention immédiate excluent un examen préalable, la Partie concernée peut, dans les situations visées aux articles 28, 29 et 31, appliquer immédiatement des mesures provisoires strictement nécessaires pour remédier à la situation. Ces mesures sont notifiées sans délai et des consultations entre les Parties ont lieu dès que possible, au sein du Comité mixte.

#### Article 34

##### Difficultés de balance des paiements

1. Les Parties s'efforcent de ne pas imposer de mesures restrictives, y compris des mesures se rapportant aux importations, à des fins de balance des paiements.
2. Lorsqu'une des Parties éprouve ou est menacée dans l'immédiat d'éprouver de graves difficultés de balance des paiements, elle peut, conformément aux dispositions pertinentes de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, adopter des mesures de restriction des échanges, y compris des mesures se rapportant aux importations, qui doivent avoir une durée limitée et ne peuvent aller au-delà de ce qui est nécessaire pour remédier à la situation de la balance des paiements. Les mesures sont progressivement atténuées à mesure que la situation de la balance des paiements s'améliore et sont éliminées lorsque la situation ne justifie plus leur maintien. La Partie concernée informe sans délai l'autre Partie de l'introduction de mesures de cette nature et communique, chaque fois que cela est matériellement possible, un calendrier pour leur suppression.

#### Article 35

##### Clause évolutive

1. Lorsqu'une Partie estime qu'il serait utile, dans l'intérêt des économies des Parties, de développer et d'approfondir les relations établies par l'Accord en les étendant à des domaines non couverts par celui-ci, elle soumet à l'autre Partie une demande raisonnable. Les Parties peuvent charger le Comité mixte d'examiner cette demande et de leur adresser, le cas échéant, des recommandations, notamment en vue d'engager des négociations.
2. Les accords résultant de la procédure visée au paragraphe 1 sont soumis à ratification ou à approbation par les Parties, conformément à leurs procédures respectives.

### **CHAPITRE IV**

#### **Dispositions institutionnelles et finales**

#### Article 36

##### Comité mixte

1. Il est institué un Comité mixte, qui se compose d'un représentant désigné par le gouvernement de la République d'Estonie d'une part, et d'un représentant désigné par le gouvernement de la République de Slovaquie, d'autre part.
2. La mise en oeuvre du présent Accord est supervisée et administrée par le Comité mixte.
3. Aux fins de la mise en oeuvre dans de bonnes conditions du présent Accord, les Parties procèdent à des échanges d'informations et, à la demande de l'une ou l'autre d'entre elles, tiennent des consultations au sein du Comité mixte. Celui-ci étudie en permanence la possibilité de poursuivre l'élimination des obstacles aux échanges entre les Parties.
4. Le Comité mixte peut prendre des décisions dans les cas prévus par le présent Accord. Pour ce qui est des autres questions, le Comité mixte peut formuler des recommandations.

### Article 37

#### Procédures du Comité mixte

1. Aux fins de la mise en oeuvre dans de bonnes conditions du présent Accord, le Comité mixte se réunit chaque fois qu'il est nécessaire, mais au moins une fois l'an. Chacune des Parties peut demander sa convocation.
2. Le Comité mixte prend ses décisions d'un commun accord.
3. Si un représentant d'une Partie au Comité mixte a accepté une décision sous réserve du respect des conditions légales internes de la procédure constitutionnelle, la décision entre en vigueur, si elle ne fait pas elle-même mention d'une date ultérieure, le jour où la levée de la réserve est notifiée.
4. Aux fins du présent Accord, le Comité mixte établit son règlement intérieur qui contient entre autres des dispositions relatives à la convocation de ses réunions, à la désignation de son président et au mandat de ce dernier.
5. Le Comité mixte peut décider de constituer tout sous-comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire pour l'assister dans l'accomplissement de ses tâches.

### Article 38

#### Unions douanières, zones de libre-échange et commerce frontalier

Le présent Accord n'empêche pas le maintien ou l'établissement d'unions douanières, de zones de libre-échange ou d'arrangements relatifs au commerce frontalier pour autant que ceux-ci n'ont aucun effet préjudiciable sur les échanges entre les Parties et en particulier sur les dispositions concernant les règles d'origine énoncées dans le présent Accord.

### Article 39

#### Services et investissement

1. Les Parties reconnaissent l'importance croissante de certains domaines, tels que les services et les investissements. Dans leur volonté de développer et d'élargir progressivement leur coopération, particulièrement dans le contexte de l'intégration européenne, elles collaborent en vue d'une libéralisation progressive et de l'ouverture mutuelle de leurs marchés aux investissements et au commerce des services, en tenant compte des dispositions pertinentes de l'Accord général sur le commerce des services.
2. Les Parties examinent au sein du Comité mixte la possibilité d'étendre leurs relations commerciales aux domaines de l'investissement étranger direct et du commerce des services.

### Article 40

#### Annexes, protocoles et modifications

1. Les annexes et protocoles du présent Accord en font partie intégrante.
2. Le Comité mixte peut décider de modifier les annexes et protocoles. En pareil cas, les modifications entrent en vigueur à la date de la réception de la dernière note diplomatique confirmant que les conditions légales internes en vue de l'entrée en vigueur des modifications sont remplies.

Article 41

Entrée en vigueur

1. Le présent Accord entre en vigueur le premier jour du mois suivant la date de la réception de la dernière note diplomatique confirmant que les conditions légales internes respectives en vue de l'entrée en vigueur du présent Accord sont remplies.
2. Le présent Accord est appliqué provisoirement à compter du 1er janvier 1997.

Article 42

Validité et dénonciation

1. Le présent Accord est conclu pour une durée illimitée.
2. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Accord par notification écrite adressée à l'autre Partie. La dénonciation prend effet le premier jour du septième mois suivant la date à laquelle la notification a été reçue par l'autre Partie.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

Fait à Tallinn, le 26 novembre mil neuf cent quatre-vingt-seize, en deux exemplaires, en langue anglaise.

Pour la République d'Estonie

Pour la République de Slovénie



## POINTS CONVENUS

1. Les Parties poursuivent leurs efforts en vue d'accroître la libéralisation du commerce des produits agricoles dans le cadre de leur politique agricole respective et de leurs engagements internationaux.
2. Au second semestre de 1997 au plus tard, les Parties examinent la possibilité de s'accorder de nouvelles concessions.
3. Il est dérogé temporairement à l'interdiction de la ristourne de droits de douane ou de l'exemption de droits énoncée à l'article 15 du Protocole n° 2 du présent Accord jusqu'à ce que cet article soit appliqué dans le cadre du cumul diagonal entre les deux Parties et l'Union européenne.